

Conseil européen de printemps

♦ Le Conseil qui s'est réuni les 19 et 20 mars derniers, s'est, notamment, prononcé :

i/ Sur la situation économique, financière et sociale : pour ce qui concerne les conséquences sociales de la crise, le sommet extraordinaire sur l'emploi prévu en mai prochain, préparé en coopération avec tous les acteurs concernés y compris les partenaires sociaux, devra faire le point sur l'effet des diverses mesures de relance, "en particulier, des sujets tels que le maintien des niveaux d'emploi par la flexicurité et la mobilité, l'amélioration des compétences et l'anticipation des besoins du marché du travail" ; pour favoriser le rétablissement de l'économie réelle, il demande qu'un accord soit conclu rapidement sur la révision à la hausse du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation ; dans le cadre de la stratégie de Lisbonne, il estime nécessaire, notamment, de réduire encore les charges administratives et demande à la Commission de présenter des propositions à cet effet avant la fin de son mandat (automne 2009) ; il lui demande également de proposer une stratégie européenne en matière de haut débit avant la fin 2009 ; pour rétablir la confiance et la stabilité financière, il demande que l'UE établisse, avant la fin de la session parlementaire (mai 2009) un accord relatif aux agences de notation, à la solvabilité des compagnies d'assurance, aux exigences de fonds propres des banques, aux paiements transfrontaliers et à la monnaie électronique.

ii Sur l'énergie et le changement climatique : il attend que la Commission propose, rapidement, des mesures détaillées pour le développement des infrastructures et interconnexions énergétiques, des propositions révisant la législation en matière de sécurité d'approvisionnement en gaz et, début 2010, une proposition de nouvel instrument législatif de l'UE pour la sécurité et les infrastructures énergétiques. Il invite le Parlement et le Conseil à parvenir à un accord sur le troisième paquet énergie (voir plus bas "Energie") avant la fin de la présente session parlementaire. Il réaffirme les engagements du Conseil de mars 2009 en matière de réduction des émissions de CO2 et sa volonté d'assumer sa part du financement des actions dans les pays en développement ; il renvoie au Conseil de juin l'examen détaillé de ces questions (voir bulletin 250). Il s'engage à fixer bien avant la conférence de Copenhague sur le changement climatique (7-18 décembre 2009) les positions de l'UE, les détails de sa contribution et sa répartition entre les Etats membres et "souligne l'importance de créer un marché mondial du carbone".

ii/ Les conclusions du Conseil sont accompagnées du texte d'un accord en vue du G20, qui se tiendra à Londres le 2 avril prochain, dans lequel il se prononce, notamment, en faveur d'une "charte pour une gouvernance économique durable, fondée sur les mécanismes du marché mais en évitant les excès, premier pas vers une gouvernance mondiale," et qui demande que le Conseil des normes comptables internationales soit davantage tenu de rendre compte de son action.

♦ Un **Sommet social tripartite** a précédé la réunion du Conseil. Les ministres européens, les partenaires sociaux et la Commission se réunissaient afin de préparer un **sommet extraordinaire pour l'emploi** qui se tiendra à Prague début mai pour répondre de manière "coordonnée et commune" à la crise dans le cadre des plans de relance nationaux et européens. Trois séminaires, rassemblant les autorités nationales compétentes et les partenaires sociaux, seront, préalablement,

organisés en République tchèque (actuelle présidente du Conseil européen), en Suède et en Espagne .../...

The Spring European Council

♦ The Council which met on the 19th and the 20th March 2009 decided, inter alia:

i / On the economic, financial and social concerns: regarding the social consequences of the crisis, the extraordinary summit on employment, to be held in May, which is being prepared in cooperation with all stakeholders, including social partners, is to review the situation with regard to the effect of various recovery measures, “in particular, such issues as maintaining employment levels by flexicurity and mobility, improvement of skills and anticipating the needs of the labour market”; in order to promote the restoration of the real economy, it called for an agreement to be reached, quickly, on the upward revision of the European Globalization Adjustment Fund; in the framework of the Lisbon strategy, it deems necessary to, in particular, further reduce administrative costs and, calls on the Commission to submit proposals to this effect before the end of its current term of office (autumn 2009); it is also asking the Commission to propose a European strategy for the broadband before the end of 2009; in order to restore financial confidence and stability, it calls on the EU to draw, before the end of the parliamentary session (May 2009), an agreement concerning rating agencies, the solvency of insurance companies, bank capital requirements, crossborder payments and electronic money.

ii On energy and climate change: the Council expects that the Commission will, quickly, propose detailed measures for infrastructure development and energy interconnections, give proposals reviewing the law on security of gas supply and, in early 2010 and put forward a proposal for a new EU legislative instrument for energy security and infrastructures. It invites the Parliament and the Council to reach an agreement on the third energy package (see "Energy" below) before the end of this parliamentary session. It reaffirms the Council's commitments taken in March 2009 regarding the reduction of CO2 emissions and its willingness to assume its share of financing actions in developing countries; it refers the detailed examination of these issues to the June Council (see Bulletin 250). It pledges to elucidate, well before the Copenhagen conference on climate change (7th -18th December 2009), the positions of the EU, details of its contribution and its distribution between Member States and, “stresses the importance of creating a global carbon market”.

ii / The Council's Conclusions are accompanied by a text of an agreement in view of the G20 meeting to be held in London on 2nd April 2009, in which the Council, in particular, declares to be in favour of a "charter for sustainable economic governance based on market mechanisms, while avoiding excesses, the first step towards global governance”, and which calls for the International Accounting Standards Board to be more accountable for its actions.

♦ A **Tripartite Social Summit** was held before the Council meeting. European ministers, social partners and the Commission had met to prepare for an **extraordinary summit on employment** to be held in Prague early May to address the crisis in the context of national and European recovery plans, in a “coordinated and joint” manner. Three seminars, bringing together relevant national authorities and social partners shall, beforehand, be held in the Czech Republic (the current President of the European Council), Sweden and Spain .../...

(qui assumeront les deux prochaines présidences ; autrement dit la "troïka") sur les thèmes, respectivement, de la mobilité, de l'accès à l'emploi et des compétences. La Confédération européenne des syndicats (CES) a déploré la décision du Conseil de tenir ce sommet extraordinaire sous la forme d'une "troïka" sociale, ce qui en réduira la portée.

étapes de la réalisation de ce marché et rendant d'autant plus nécessaire le contenu du 3ème paquet législatif en cours de discussion (COM(2009) 115).

Eau

Le Parlement européen a adopté le 12 mars 2009 une résolution sur l'eau dans la perspective du cinquième Forum mondial de l'eau qui s'est tenu à Istanbul du 16 au 22 mars. Il déclare notamment que l'eau est un bien commun de l'humanité et que l'accès à l'eau potable devrait être un droit fondamental et universel ; que l'eau est considérée comme un bien public et qu'elle devrait être placée sous contrôle public, qu'elle soit ou non gérée, en partie ou en totalité, par le secteur privé ; que toute politique de gestion de l'eau doit également intégrer la protection de la santé publique et de l'environnement ; il est d'avis que les systèmes de partenariat public-privé, dans lesquels les autorités publiques demeurent propriétaires des infrastructures et concluent un contrat de gestion avec le secteur privé, peuvent être l'un des moyens d'améliorer un accès abordable à l'eau et au système sanitaire ; il souhaite la mise en place de péréquations tarifaires permettant d'approvisionner à un prix abordable les personnes les plus défavorisées en matière d'accès à l'eau.

Energie

♦ Dans la nuit du 23 mars dernier, le Parlement, le Conseil et la Commission sont parvenus à un compromis informel sur le 3ème paquet de libéralisation de l'énergie sur la question sensible de la séparation patrimoniale. Les Etats membres pourront choisir ou bien la séparation patrimoniale complète, ou bien l'opérateur de système indépendant (ISO), ou encore le maintien de la propriété du réseau de transport d'énergie (gaz et électricité) au sein des entreprises verticalement intégrées au moment de l'entrée en vigueur de la directive, à condition, notamment, que le réseau de transport soit géré par un gestionnaire indépendant (ITO) et que certaines conditions soient remplies pour assurer l'indépendance réelle du gestionnaire.

Le Parlement qui, au départ, était pour la séparation patrimoniale dans le secteur de l'électricité, a obtenu des garanties : pour les opérateurs de transport en matière d'investissements et de gouvernance, pour les entreprises verticalement intégrées qui pourront vendre ou louer leurs réseaux de transport, pour une plus grande indépendance des régulateurs nationaux. Pour les consommateurs, également : ceux-ci pourront changer de fournisseur en trois semaines et sans frais, bénéficier de mécanismes efficaces de plaintes et de dédommagement, et, d'ici 2020, au moins 80% d'entre eux devront être équipés d'un compteur "intelligent". Le Parlement a aussi obtenu que le service universel soit garanti par les Etats membres à tous les consommateurs domestiques et, le cas échéant, aux entreprises de moins de 50 employés. Ce service devra être de qualité, d'un prix raisonnable et non discriminatoire. Les Etats membres devront aussi prendre les mesures nécessaires contre la pauvreté énergétique dans le cadre des plans nationaux ou des aides sociales. La version définitive du compromis sera examinée par le Parlement en séance plénière des 21/24 avril prochains.

♦ Sur la question de l'avancement du marché intérieur de l'énergie, on regardera avec intérêt le "rapport sur l'état d'avancement de la création du marché intérieur du gaz et de l'électricité" présenté par la Commission européenne, le 11 mars dernier, qui conclut à un bilan mitigé des deux premières

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.

(countries which will be holding the next two presidencies, in other words, the “troika”) on, respectively, the following themes, mobility, access to employment and skills. The European Trade Union Confederation (ETUC) has deplored the Council’s decision to hold this special summit in the form of a social “troika” which limits its scope.

of this market and making it all the more necessary the content of the 3rd legislative package currently under discussion (COM (2009) 115).

Water

On 12th March 2009, the European Parliament adopted a resolution on water in view of the fifth World Water Forum held in Istanbul from 16th to 22nd March. It states, in particular, that water is a common good of humanity and that access to potable water should be a fundamental and universal right; that water is considered as a public good and should be placed under public control, whether or not it is being managed, in part or in whole, by the private sector; that any policy concerning water management must also include the protection of public health and the environment; it deems that the public-private partnership, where public authorities retain ownership of infrastructures and sign up contracts with the private sector for the management part, may be one of the ways to improve affordable access to water and health system; and it looks forward to the introduction of the balancing out of charges to enable supply, at an affordable price, to the most disadvantaged as regards access to water.

Energy.

♦ During the night of 23rd March 2009, the Parliament, the Council and the Commission reached an informal compromise in the 3rd package for the liberalisation of energy on the sensitive issue of property separation. Member States may choose either the complete separation of property, or the independent system operator (ISO), or maintaining ownership of the transmission of energy (gas and electricity) by the vertically integrated undertakings at the time the Directive comes into force, provided that, inter alia, the transmission network is managed by an independent transmission operator (ITO) and certain conditions are met to ensure the real independence of the operator.

The Parliament, which was at first in favour of the separation of property assets in the electricity sector, has obtained additional guarantees: for transmission operators in what concerns investment and governance, for vertically integrated companies in order that they may be able to sell or lease their transmission networks, for a greater independence of national regulators. For consumers as well: in order that they may change suppliers within three weeks without any charge and be able to benefit from effective mechanisms for complaints and compensation, further, by 2020 at least 80% of them will be equipped with “intelligent” meters. Parliament has also obtained assurance that the universal service be guaranteed by Member States to all domestic consumers and, where appropriate, to undertakings with fewer than 50 employees. Such a service should be of satisfactory quality, at an affordable price and non-discriminatory. Member States shall also be required to take necessary measures against energy poverty in the framework of national plans or social welfare. The final version of the compromise will be examined by the Parliament during the plenary session of 21st/24th April 2009.

♦ On the issue of progress in the internal market for energy, we shall pay particular attention to “Report on progress in creating the internal gas and electricity market” presented by the European Commission, on 11th March 2009, which reported a rather mixed picture for the first two stages in the development